



Assemblée générale

Distr. générale
18 septembre 2006
Français
Original : anglais

Soixante et unième session

Point 67 b) de l'ordre du jour

Promotion et protection des droits de l'homme :
questions relatives aux droits de l'homme,
y compris les divers moyens de mieux assurer
l'exercice effectif des droits de l'homme
et des libertés fondamentales

Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale

Rapport du Secrétaire général*

Résumé

Dans sa résolution 60/151 du 16 décembre 2005, l'Assemblée générale s'est félicitée des activités du Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale et a noté avec satisfaction le concours que le pays hôte avait apporté à la mise en place du Centre. Elle a prié le Secrétaire général et le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de fournir au Centre des fonds et des ressources humaines supplémentaires pour lui permettre de répondre efficacement à l'accroissement des besoins en matière de promotion et de protection des droits de l'homme et de susciter une culture de la démocratie en Afrique centrale. Elle a également prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante et unième session, un rapport sur l'application de cette résolution.

Le présent rapport rend compte des activités menées par le Centre ainsi que des principaux faits nouveaux concernant son fonctionnement qui sont intervenus entre novembre 2005 et septembre 2006. Ces activités ont notamment consisté à contribuer, par la formation, la coopération technique, l'éducation aux droits de l'homme et la diffusion d'informations et de documents, au renforcement des capacités des institutions nationales compétentes en matière de droits de l'homme; à

* Le présent rapport a été présenté après la date limite afin de pouvoir y rendre compte des faits nouveaux les plus récents.



appuyer les processus de paix dans la sous-région; et à instaurer des partenariats avec des organismes des Nations Unies, des établissements de recherche et des établissements universitaires, des mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme et des organisations de la société civile.

I. Introduction

1. Le Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale a été créé en 2001 en application de la résolution 54/55 A de l'Assemblée générale, en date du 1^{er} décembre 1999, à la demande des États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Le Centre exerce ses activités sous la houlette du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).

2. Le Centre a pour mission de contribuer au renforcement des capacités pour la promotion et la protection des droits de l'homme, et d'appuyer la création d'institutions nationales et leur renforcement. Il œuvre également en faveur du développement d'une culture des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale afin de prévenir les conflits et de promouvoir une paix et un développement durables.

3. Le Centre, qui est devenu pleinement opérationnel en mars 2001 et a été officiellement inauguré par la Haut Commissaire aux droits de l'homme en juin 2002, est maintenant entré dans sa cinquième année d'existence. Son personnel comprend actuellement trois administrateurs : un directeur (la directrice actuelle a pris ses fonctions le 4 septembre 2006), un conseiller régional sur la démocratie (le nouveau conseiller régional devait arriver à la mi septembre 2006) et un spécialiste des droits de l'homme. Un expert associé dont les services sont financés par les Pays-Bas a rejoint l'équipe du Centre à la mi-septembre 2005. En outre, le Centre accueillera d'ici la fin de 2006 un conseiller régional chargé de la mise en œuvre de l'initiative Décision 2 et de l'élaboration du rapport régional sur le développement humain pour la région des Grands Lacs. Le Centre comprend également trois fonctionnaires recrutés sur le plan local, dont un documentaliste.

4. Dans le cadre des activités qu'il mène pour s'acquitter de son mandat, le Centre a tenu compte récemment des cinq objectifs énoncés dans le plan de gestion stratégique du Haut Commissaire, à savoir collaborer avec les pays pour instaurer le dialogue avec les principaux acteurs nationaux, faire en sorte que le HCDH joue un rôle de chef de file dans le domaine des droits de l'homme, mettre en place des partenariats, renforcer les liens avec les organes s'occupant de questions relatives aux droits de l'homme et rationaliser la gestion des ressources. Le programme-cadre que le Centre de Yaoundé a présenté à l'occasion de l'adoption du plan de gestion stratégique du Haut Commissaire et les descriptifs de projets connexes approuvés comprennent les quatre objectifs suivants : encourager une programmation du développement fondée sur les droits de l'homme et la sécurité humaine; renforcer l'état de droit, qui est le préalable indispensable à la démocratisation; faire davantage prendre conscience de toutes les formes de discrimination (notamment à l'égard des femmes, des enfants et des minorités) et développer les mécanismes d'alerte; et mettre en place un mécanisme d'action institutionnelle commun pour instaurer une culture des droits de l'homme et de la démocratie.

5. Outre l'appui qu'il reçoit au titre du budget ordinaire, qui a augmenté pour l'exercice biennal 2006-2007, le Centre continue de bénéficier d'un financement extrabudgétaire, en particulier grâce au fonds d'affectation spéciale mis en place par le Gouvernement français pour une période de trois ans. Le HCDH fournit au Centre toute l'assistance nécessaire à son bon fonctionnement pour lui permettre de s'acquitter de son mandat.

II. Activités relatives aux droits de l'homme

A. Renforcement des capacités nationales

1. Ateliers de formation sous-régionaux

6. Conformément à ce qui était annoncé dans les rapports précédents, le Centre a organisé les trois ateliers de formation sous-régionaux suivants :

a) En collaboration avec le Ministère camerounais de la justice, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Comité international de la Croix-Rouge, le Centre a organisé à Douala (Cameroun), du 14 au 16 novembre 2005, un séminaire sous-régional sur les droits de l'homme dans les prisons en Afrique centrale auquel ont participé une cinquantaine de personnes, dont notamment des directeurs d'établissements pénitentiaires des États membres de la CEEAC suivants : Angola, Burundi, Congo, République centrafricaine, Rwanda et Tchad. Ce séminaire avait pour objet d'examiner les moyens d'assurer une meilleure application des règles internationales relatives à la détention en général et le respect des droits de l'homme dans les prisons en particulier. Entre autres recommandations, les participants ont proposé d'élaborer un plan d'action sous-régional visant à améliorer les conditions de détention en procédant à des réformes législatives et institutionnelles;

b) En collaboration avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo, le Bureau du HCDH dans ce pays, le Bureau international du travail et le Groupe de travail sur les peuples autochtones, le Centre a organisé du 28 au 30 décembre 2005, à Kinshasa, un séminaire sous-régional sur la protection des droits de l'homme des peuples autochtones en Afrique centrale auquel ont participé 43 représentants d'organisations de la société civile et d'associations de peuples autochtones de l'Angola, du Burundi, du Cameroun, du Gabon, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo et du Tchad. Dans le cadre de ce séminaire, qui avait pour objectif principal de contribuer à renforcer les capacités de leurs organisations et associations en matière de promotion et de protection des droits des peuples autochtones, les participants ont adopté une déclaration et un plan d'action stratégique prévoyant, à titre de mécanisme de suivi, la mise en place d'un réseau sous-régional qui permette de surveiller la situation des peuples autochtones et d'en rendre compte et qui puisse servir de cadre à des consultations au sujet de cette situation avec les décideurs aux niveaux local, national et international. Ils ont également créé un réseau sous-régional pour la protection des droits des peuples autochtones.

2. Services consultatifs et coopération technique

7. Au cours de la période à l'examen, le Centre a fourni un appui aux gouvernements, aux organismes nationaux chargés des droits de l'homme et aux organisations de la société civile du Cameroun et du Congo.

a) Cameroun

8. Au titre de la mise en œuvre des activités du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2003-2007) relatives au renforcement de la gouvernance, notamment dans les secteurs de la justice et des droits de l'homme, le PNUD et le Centre ont élaboré un projet commun visant à appuyer les efforts

déployés par les autorités camerounaises pour renforcer l'état de droit et promouvoir les droits de l'homme. Ce projet comprend plusieurs activités ayant pour objet de renforcer les capacités de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés, de la Division des droits de l'homme du Ministère de la justice et des organisations de la société civile. Dans ce contexte, le PNUD et le Centre ont aidé le Ministère de la justice à élaborer et à publier le premier rapport gouvernemental sur la situation des droits de l'homme au Cameroun en 2005, qui a été lancé lors d'un séminaire organisé les 24 et 25 avril 2006 à Yaoundé.

9. Le Centre a également aidé la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés à élaborer sur une période de trois ans, à l'intention des établissements d'enseignement primaire, secondaire et universitaire, y compris les écoles militaires, des cahiers pédagogiques sur les droits de l'homme qui ont été adoptés lors d'un séminaire organisé à Yaoundé du 7 au 9 février 2006. On considère qu'il s'agit là d'une contribution importante à la mise en œuvre, dans les écoles primaires et secondaires, du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme que l'Assemblée générale a adopté dans sa résolution 59/113 du 10 décembre 2004.

10. Le Centre a continué de soutenir la mise en œuvre du projet HCDH/PNUD pour une action commune des organismes d'assistance (Assistance Community Together). En 2006 des subventions ont été accordées au titre de ce projet à six organisations non gouvernementales camerounaises œuvrant dans les domaines de la paix (Forum des jeunes et élèves/étudiants camerounais pour la paix); de la gouvernance (Réseau mondial pour la bonne gouvernance); du développement (Association d'auditeurs, d'assistants et de formateurs coopératifs; Institut de recherche pour le développement et Fédération des organisations rurales de l'extrême nord); et des questions sociales (Forum camerounais de psychologie). Les organisations bénéficiaires mettront en œuvre des activités dans le domaine de l'éducation aux droits de l'homme sur une période de huit mois.

b) Congo

11. À la suite de campagnes de plaidoyer menées par des organisations non gouvernementales participant à la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, à des ateliers régionaux et aux activités du Centre pour la promotion et la protection des droits des peuples autochtones en Afrique centrale, le Gouvernement congolais a demandé l'assistance technique du HCDH pour élaborer un projet de loi sur les pygmées. Le HCDH, le Centre et le Bureau international du travail ont fourni cette assistance technique et organisé deux ateliers à Brazzaville, en mai et en juillet 2006, pour faire en sorte que les représentants des autochtones et des organisations de la société civile concernées participent à ce processus. Le Ministère congolais de la justice devrait présenter la version finale de ce projet de loi au Conseil des ministres et au Parlement d'ici la fin de 2006.

3. Autonomisation des organisations de la société civile

12. Le Centre de Yaoundé et le Centre pour la prévention des conflits du Cap (Afrique du Sud) ont organisé à Douala (Cameroun), du 10 au 12 avril 2006, un atelier sous-régional commun sur le rôle des organisations de la société civile dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix en Afrique centrale auquel ont participé 60 personnes venues du Burundi, du Cameroun, du Gabon, de la

Guinée équatoriale, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, du Rwanda et du Tchad. La CEEAC et le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BONUCA) étaient également représentés. Cet atelier avait pour objectif de renforcer le rôle des organisations de la société civile dans les domaines de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix grâce à l'instauration de partenariats plus étroits entre ces organisations, d'une part, et la CEEAC et le Centre, d'autre part. Les participants ont adopté une déclaration dans laquelle ils ont notamment recommandé au Centre de coopérer avec les organisations de la société civile qui œuvrent dans les domaines des droits de l'homme, de la prévention des conflits, de l'égalité entre les sexes et de la consolidation de la paix en Afrique centrale, en particulier pour créer des réseaux et mobiliser des fonds ainsi que pour élaborer des projets et en assurer le suivi et l'évaluation.

4. Programme de stages

13. Depuis 2001, le Centre organise régulièrement un programme de stage de trois mois pour quatre participants choisis parmi des étudiants de troisième cycle, des défenseurs des droits de l'homme, des avocats, des magistrats et des représentants de gouvernements, d'institutions nationales compétentes dans le domaine des droits de l'homme et d'organisations de la société civile qui s'occupent de promouvoir les droits de l'homme et l'état de droit dans la sous-région.

14. Les stagiaires du dix-septième groupe, qui venaient du Cameroun, du Gabon, de la République démocratique du Congo et du Tchad, ont achevé leur formation au Centre en mars 2006. Ceux du dix-huitième groupe (Cameroun, République centrafricaine, République démocratique du Congo et Tchad) ont achevé leur formation en juin 2006 et ceux du dix-neuvième groupe (Burundi, Cameroun, Guinée équatoriale et République centrafricaine) devaient achever la leur en septembre 2006. À ce jour, 54 personnes ont bénéficié du programme de stages du Centre.

5. Information and documentation

15. Le groupe de l'information et de la documentation du Centre a continué de publier et de diffuser le *Bulletin des droits de l'homme et de la démocratie*. Au cours de la période à l'examen, il a publié et diffusé les quatorzième et quinzième numéros du Bulletin.

16. Comme les années précédentes le groupe a fourni des services aux utilisateurs et aux visiteurs et a reçu plusieurs nouvelles publications provenant de diverses sources, dont le système des Nations Unies.

B. Appui à la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs

17. Le HCDH a appuyé la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs en détachant auprès d'elle un spécialiste des droits de l'homme, ce qui a permis non seulement de bien intégrer la question des droits de l'homme dans tous les protocoles, programmes d'action et projets proposés, mais aussi de mettre en place un cadre juridique régional. Ce cadre comprend des projets de protocoles sur : la prévention et l'élimination du génocide; la protection des personnes déplacées;

les droits des réfugiés à la propriété; et les médias. Au titre de l'appui continu que le HCDH prodigue à la Conférence, le Centre a participé à la quatrième réunion du Comité régional préparatoire tenue à Nairobi du 30 janvier au 1^{er} février 2006 et à la troisième réunion du Comité interministériel régional tenue à Bangui du 20 au 22 février 2006. Au cours de cette dernière réunion, les délégués à la Conférence ont adopté les projets de protocoles susmentionnés, qui devraient être approuvés lors de la Conférence ministérielle et du deuxième Sommet des chefs d'État et de gouvernement qu'il est prévu d'organiser à Nairobi d'ici la fin de 2006.

C. Création de partenariats

1. Collaboration avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale

18. Conformément au mémorandum d'accord signé entre le HCDH et la CEEAC le 10 juillet 2002, le Centre de Yaoundé a continué à inviter le secrétariat de la CEEAC à participer aux événements les plus importants organisés sous ses auspices et en particulier aux ateliers et séminaires sous-régionaux. Ainsi, le secrétariat de la CEEAC a participé au séminaire sous-régional sur la consolidation de la paix et la prévention des conflits à l'intention des organisations de la société civile en Afrique centrale (voir par. 12 plus haut). L'un des objectifs de ce séminaire était d'offrir aux acteurs de la société civile et aux décideurs, dont la CEEAC, une tribune pour faire participer la société civile à l'élaboration de mesures efficaces pour prévenir les conflits violents en Afrique centrale et débattre du rôle que celle-ci peut jouer à cet égard. Les participants ont notamment recommandé à la CEEAC d'instaurer des partenariats avec les organisations de la société civile et de coopérer avec elles pour rendre opérationnelles des structures de prévention et de gestion des conflits telles que le Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale (COPAX), le Mécanisme d'alerte rapide de l'Afrique centrale (MARAC) et la Force multinationale d'Afrique centrale (FOMAC).

2. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

19. Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique du système des Nations Unies visant à ce qu'il soit tenu compte des droits de l'homme dans tous les programmes et activités du système, en particulier grâce à des programmes spéciaux tels que l'initiative Décision 2, le Centre a instauré des partenariats étroits avec les équipes de pays des Nations Unies dans la sous-région.

20. Les 18 et 25 avril 2006, le Centre a organisé à Yaoundé deux séances de formation à l'intention de 40 administrateurs de programmes des organismes des Nations Unies qui participaient à une opération visant à aider le Gouvernement camerounais à réviser sa stratégie de réduction de la pauvreté. L'objectif de cette formation professionnelle était de veiller à ce que l'appui fourni au Gouvernement camerounais par les équipes de pays des Nations Unies soit axé sur les droits de l'homme.

21. Se fondant sur l'expérience camerounaise, le Centre a organisé à Yaoundé, du 26 au 28 juin 2006, un atelier sous-régional sur les approches du développement fondées sur les droits de l'homme à l'intention des six États membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine et Tchad) et de Sao Tomé-et-Principe. Les 20 participants à cet atelier, qui avaient été choisis parmi les membres

des équipes de pays des Nations Unies et leurs partenaires au sein des gouvernements de ces pays, ont confronté leurs données d'expérience respectives concernant la mise en œuvre de ces approches. L'atelier a été animé par cinq experts du Centre, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Les participants ont adopté le Consensus de Yaoundé sur l'approche de coopération au développement fondée sur les droits de l'homme dans lequel ils ont recommandé aux gouvernements concernés d'évaluer la mise en œuvre au niveau national des traités relatifs aux droits de l'homme, en particulier pour ce qui est de la présentation des rapports aux organes de suivi de ces traités, et de demander aux équipes de pays des Nations Unies et au Centre de Yaoundé de les aider à le faire. Ils ont également recommandé aux équipes de pays des Nations Unies concernées de créer des groupes thématiques sur les droits de l'homme; de contribuer à renforcer, avec l'aide du Centre, les structures nationales chargées des droits de l'homme; et de soumettre au Centre un rapport annuel sur la mise en œuvre de ces recommandations.

3. Collaboration avec le Département des affaires politiques

22. Depuis l'adoption par l'Assemblée générale le 1^{er} décembre 1999 de la résolution 54/55 portant création du Centre de Yaoundé, le HCDH et le Département des affaires politiques ont pris en coopération les dispositions préparatoires nécessaires pour en assurer le fonctionnement effectif. Au cours de la période à l'examen, les deux organismes ont continué à se consulter en vue de renforcer cette coopération. La Division Afrique II et le HCDH à New York ont tenu des consultations intensives en juillet 2006 au sujet des questions d'intérêt mutuel concernant les travaux du Centre. La poursuite de ces consultations permettra d'examiner le programme d'activités du Centre à la lumière des faits nouveaux et en particulier de l'approbation du Plan d'action du Haut Commissaire aux droits de l'homme par l'Assemblée générale en novembre 2005 et du lancement du Fonds des Nations Unies pour la démocratie.

III. Conclusion

23. **Fort de ses cinq années d'expérience, le Centre a prévu de renforcer ses activités et ses initiatives en cours et d'adopter de nouvelles approches. Son plan d'action pour 2006 et 2007 traduit les questions thématiques prioritaires pour la région de l'Afrique centrale, telles qu'elles ont été définies dans le Plan d'action du Haut Commissaire aux droits de l'homme, à savoir l'état de droit et l'administration de la justice, les droits de l'homme, la sécurité et le développement humains, la lutte contre la discrimination et le renforcement des capacités institutionnelles.**

24. **Ce cadre étant posé, le Centre de Yaoundé, se fondant sur les objectifs généraux du HCDH visant à renforcer les capacités pour réduire les déficits de connaissance, de capacité, d'engagement et de sécurité, a prévu de mettre en œuvre les activités suivantes : organisation d'ateliers régionaux sur les approches du développement fondées sur les droits de l'homme; fourniture d'une assistance pour assurer l'intégration des approches fondées sur les droits de l'homme dans les programmes nationaux, en coopération avec les équipes de pays des Nations Unies compétentes, en particulier dans la région de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), ainsi**

que dans les activités des communautés économiques régionales concernées (CEEAC et CEMAC); soutien au processus de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et fourniture d'un appui aux gouvernements en vue de l'adoption ou du renforcement de législations nationales contre toutes les formes de discrimination ainsi qu'aux intervenants nationaux dans le cadre de leurs programmes visant à intégrer l'éducation aux droits de l'homme dans les programmes d'enseignement scolaire et universitaire; et renforcement des capacités régionales dans les domaines des droits de l'homme et de la démocratie par la mise en œuvre d'un programme de formation à l'intention des organisations de la société civile et d'un programme de stages.
